

Nettoyer le bassin du fleuve Dniepr, en Ukraine

Les économies des pays en développement gagnent en importance

Après la chute de l'Union soviétique, l'Ukraine a acquis la réputation peu enviable d'être la plus dégradée des républiques de l'ex-URSS sur le plan environnemental. Les efforts pour améliorer la situation ont été entravés par la résistance profonde des représentants du gouvernement et des décideurs à échanger l'information et à prendre des initiatives. Cette attitude a d'ailleurs été l'un des principaux obstacles qu'ont eu à surmonter les chercheurs du CRDI chargés de la mise en œuvre d'un programme visant à nettoyer le bassin du fleuve Dniepr. Mais grâce à leur patience, leur persévérance et la volonté de certains intervenants ukrainiens clés de s'ouvrir à de nouvelles façons de penser il est devenu possible d'envisager la renaissance d'une voie navigable historique.

Le fleuve Dniepr (Dnipro, en ukrainien) est l'un des plus longs fleuves d'Europe, et plus de la moitié de son parcours de près de 2 300 kilomètres est situé en Ukraine. Il y a plus de 2 000 ans, l'historien grec Hérodote décrivait ainsi le Dniepr : « ...de loin le fleuve le plus grand et le plus riche en nutriments... mis à part le Nil, en Égypte... Son eau est propre et sans odeur. C'est de loin le plus magnifique des cours d'eau. »

Si l'on se fie aux auteurs de *Preserving the Dnipro River*¹, le fleuve Dniepr n'est plus aujourd'hui une source naturelle d'eau douce propre : « Chaque année, l'industrie, le secteur agricole et les municipalités déversent dans le Dniepr des quantités énormes d'eaux usées contaminées. Chaque année, 5,5 millions de mètres cubes d'eaux usées sont rejetées dans les cours d'eau de l'Ukraine – dont 4,2 millions de mètres cubes d'eaux usées contaminées, 2,8 millions de mètres cubes étant des effluents bruts.

Quelque 33 millions de personnes vivant dans 50 villes réparties en Ukraine, en Russie et en Biélorussie – républiques avoisinantes – sont tributaires des eaux du bassin fluvial du Dniepr. Mais ces eaux sont également utilisées par les secteurs industriel et agricole, et par les installations hydroélectriques et nucléaires. Et ce n'est qu'en quelques endroits seulement que le fleuve présente encore l'image bucolique décrite par Hérodote.

C'est dans ce contexte que le nouveau Bureau des initiatives en Europe centrale et de l'Est (BIECE) du CRDI a amorcé le programme Développement de la gestion de l'environnement en Ukraine (DGEU) à l'été 1994, en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM). Le programme a été financé par l'Agence canadienne de développement international.

Une tâche colossale

La tâche entreprise par le CRDI n'était rien de moins que colossale. Elle comportait une très vaste gamme d'activités, depuis la sensibilisation aux questions environnementales et la formation en gestion de projets et en gestion environnementale, jusqu'au traitement des questions liées à la pollution transfrontalière.

Le programme DGEU comportait six volets, dont les activités se sont poursuivies au cours d'une deuxième phase jusqu'en 2001; les voici :

- ❑ *Contrôle de la pollution de l'eau* : étude de base sur la qualité de l'eau menée en collaboration avec trois instituts ukrainiens. Ce volet a comporté également la prestation d'une formation de courte durée par un spécialiste canadien et la fourniture d'équipement de laboratoire indispensable.

Andrey Tunk



¹ Preserving the Dnipro River: Harmony, History, and Rehabilitation. V.Y. Shevchuk, G.O. Bilyavsky, V.M. Navrotsky et O.O. Mazurkevich. Mosaic Press/CRDI 2005, ISBN 1-55250-138-9.

- ❑ *Toxicologie de l'eau* : démonstration de six tests simples, peu coûteux et efficaces pour déceler la présence de toxines dans l'eau.
- ❑ *Développement de systèmes d'information* : développement de systèmes nationaux et régionaux et élaboration d'un atlas national de l'Ukraine.
- ❑ *Série de projets pilotes* : projets dans une multitude de domaines, dont les techniques de traitement de l'eau potable, la protection des eaux souterraines et la restauration des rivages.
- ❑ *Vérifications environnementales et entrepreneuriat* : mesures visant les petites et les grandes industries.
- ❑ *Sensibilisation du public* : élaboration de différentes formules – dont des vidéos et des émissions de télévision – pour sensibiliser le public aux questions environnementales.

Il s'agissait d'un ambitieux programme de renforcement des capacités, et pour pouvoir le mener à bien l'équipe du CRDI devait tout d'abord surmonter une autre forme de problème lié à l'« environnement » – un problème d'attitude. Après l'effondrement du régime soviétique, l'Ukraine s'est trouvée dans une crise économique profonde, et le gouvernement hésitait à entreprendre des réformes économiques et politiques. C'était également une « période de crise psychologique », au dire de Vasyl Shevchuk, ancien ministre de la Protection environnementale et de la Sécurité nucléaire, qui a été président du Comité de gestion d'Ukraine (CGU) institué dans le cadre du programme.

Améliorer les capacités d'élaboration des politiques

Sous le régime soviétique, les gens avaient appris que « prendre des initiatives entraîne des sanctions », et cette leçon s'avérait difficile à oublier, particulièrement en raison de la situation politique toujours incertaine. « Les gens sont inertes, passifs et ont peur. Ils ont toujours vécu dans la peur. C'est difficile de changer la mentalité des gens de notre génération », explique Kostantyn Chebotko, chef du département d'hydrochimie de l'Institut de recherche scientifique de l'Ukraine. « Avec un peu de chance, la prochaine génération devrait être plus efficace », ajoute-t-il.

Mais il y a eu d'autres obstacles à surmonter outre ce que plusieurs appelaient la « réserve soviétique ». Une loi datant de 1937 stipulait que l'information au sujet de l'approvisionnement en eau des villes était secrète. Les participants au programme qui révélaient cette information à des

étrangers s'exposaient à des poursuites judiciaires. Certains instituts de recherche ukrainiens hésitaient à communiquer cette information ou voulaient être rétribués en retour. Et lorsque venait le moment de payer – pour quoi que ce soit – les choses étaient compliquées du fait qu'il n'y avait au début aucun système bancaire opérationnel; les transactions se faisaient en argent comptant ou selon une formule de troc !

L'Ukraine était indépendante depuis peu à cette époque et commençait tout juste à transformer ses structures et ses processus politiques. Comme l'on pouvait s'y attendre, les remaniements se sont succédés à tous les paliers du ministère de l'Écologie et des Ressources naturelles, qui a même changé de ministre plusieurs fois. Et chaque nouvelle personne en place avait sa propre opinion sur ce qu'il fallait faire ou ne pas faire. Étonnamment, malgré tous les obstacles et de toutes les contraintes, le programme a permis d'atteindre tous les objectifs fixés et même de créer des liens durables entre les scientifiques canadiens et ukrainiens. Le programme a également eu une influence positive sur la politique et la législation environnementales en Ukraine. La clé du succès du programme a été le CGU qui, dès le départ, a fait appel à des décideurs de haut niveau tant au sein du gouvernement que du milieu de la recherche. Il s'agit là d'un aspect très important, estime Grygory Semchuk, qui était membre du CGU et premier adjoint (l'équivalent de sous-ministre) au Comité d'État de la construction, de l'architecture et de la politique du logement.

« Le mandat du Comité n'a pas été confié à des gens dépourvus de pouvoir et d'influence. Et cela a permis d'obtenir de bons résultats. Mais il y avait également un aspect psychologique : lorsque nous étudions un projet, nous pouvions en discuter et exprimer nos opinions sans crainte, dit Grygory Semchuk, ajoutant que la discipline et une méthode de travail rigoureuse ont également joué pour beaucoup. Le Comité travaillait de manière systématique, si bien que nous avons obtenu des résultats positifs. Tout le monde savait qu'à chaque dernier vendredi du mois il fallait être présent à la réunion qui se tenait dans le bureau de Shevchuk. Quiconque manquait une réunion était renvoyé. Il y avait une discipline. » Pour bon nombre de participants, le succès du programme est en grande partie due à Vasyl Shevchuk, président du CGU.

La quasi-totalité des projets (et le programme DGEU en tant que tel) visaient d'emblée l'exercice d'une influence sur les politiques. La participation et l'engagement actifs des décideurs ont joué un rôle important à cet égard et se sont traduits par un renforcement des capacités d'exercer une influence sur les politiques pertinentes.



Parallèlement, l'engagement de chercheurs de haut niveau a facilité la création de liens entre le milieu de la recherche et les décideurs.

Modifier le cadre stratégique

L'une des répercussions importantes des projets soutenus par le CRDI a été de favoriser la renaissance des institutions, rendues défaillantes en raison d'un manque de financement de la part du gouvernement. La crise économique prolongée qui sévissait en Ukraine avait durement touché les scientifiques – les salaires n'étaient pas versés, l'équipement n'était pas acheté et, en hiver, bon nombre d'entre eux travaillaient dans des bureaux où la température dépassait à peine le point de congélation ! « Les programmes internationaux, et en particulier le programme du CRDI, nous ont permis d'espérer. Ces programmes nous ont carrément évité de sombrer dans le désespoir », dit Konstantyn Chebotko.

Un autre participant, Olexander Kolodiazhny, de l'Institut de recherche spatiale, ajoute : « Ce programme nous a permis d'accéder à un plus haut niveau de professionnalisme. Nous devons étudier plus à fond les technologies des SIG et l'Internet, et apprendre à utiliser la télédétection. » Anatoly Yatsyk, membre du CGU et directeur de l'Institut de recherche scientifique dans le domaine de l'eau et des problèmes environnementaux, explique que le programme a également permis la création de liens entre des institutions qui n'avaient jamais coopéré auparavant : « Chacun travaillait de son côté – mon institut s'intéressait aux problèmes liés à l'eau, et d'autres instituts s'intéressaient à des questions différentes... Dans le cadre du programme du CRDI, nous avons travaillé ensemble à l'élaboration d'une vision globale qui nous permette de trouver des solutions au problème du Dniepr. »

La renaissance des institutions scientifiques a également stimulé l'arrivée d'étudiants des cycles supérieurs et mené à la publication d'une série d'ouvrages fondés sur les travaux effectués dans le cadre du programme. Vasyl Shevchuk mentionne que ces ouvrages continuent d'être utilisés dans les universités et pour la formation et le recyclage des professionnels sur le terrain. Ainsi, un ouvrage sur l'hydroécologie, dont la préparation et la publication découlent directement du programme DGEU, est maintenant utilisé dans de nombreux programmes universitaires en Russie, en Biélorussie et en Ukraine.

On a par ailleurs préparé à l'intention du grand public une série de vidéos sur les problèmes liés au bassin fluvial du Dniepr et sur les travaux effectués pour nettoyer le fleuve. Plusieurs de ces vidéos ont été diffusées sur la télévision d'État et, à

l'initiative de Vasyl Shevchuk, des centaines de copies des vidéos ont été distribuées aux écoles et aux centres d'écologie afin de sensibiliser les jeunes de l'ensemble du pays.

Élargir les horizons en matière de politiques

Le programme a également permis de soutenir la mise en œuvre de différents projets innovateurs, tel qu'un projet de production d'engrais organo-minéraux à partir des sédiments issus du traitement de l'eau destinée à la consommation humaine. Dans de nombreux pays, ces sédiments sont brûlés ou déversés dans l'océan, et l'Ukraine est le premier pays à avoir élaboré une technique pour les transformer en engrais, de dire Konstantyn Chebotko, gestionnaire du projet pilote. Il ajoute que le projet n'aurait pu être mené à bien sans le soutien financier du CRDI et le haut niveau de professionnalisme exigé des participants au programme DGEU.

Il a été difficile dans un premier temps d'attirer l'attention de la communauté scientifique internationale sur les résultats de ces projets parce que les instituts de recherche de l'Ukraine n'utilisaient pas des normes reconnues internationalement. La coopération avec le CRDI dans le cadre du programme DGEU a démontré plus que jamais la nécessité d'introduire de telles normes en Ukraine. La connaissance des normes internationales a par ailleurs permis aux chercheurs ukrainiens d'intégrer la communauté scientifique internationale. Plusieurs chercheurs ayant participé au programme DGEU ont vu leurs travaux publiés dans des revues scientifiques internationales et ont pu présenter les résultats de leurs travaux à l'occasion de conférences internationales.

Chez eux, les chercheurs ont eu la satisfaction de voir les résultats de leurs travaux servir de base à l'élaboration de deux lois nationales, à savoir le Programme national de réhabilitation du bassin du fleuve Dniepr et la Loi sur l'amélioration de la qualité de l'eau de consommation. Le Programme national a été adopté récemment par le Conseil suprême de l'Ukraine, le Verhovna Rada. « C'est notre plus grande réalisation sur le plan politique », dit Anatoly Yatsyk. De plus, de nombreux règlements à l'appui du programme – dont un règlement sur l'évaluation de la qualité des eaux de surface – ont été élaborés dans le cadre de projets du programme DGEU. La mise en œuvre du Programme national se poursuit, pendant que la sensibilisation accrue à la question environnementale amène les institutions scientifiques et gouvernementales de l'Ukraine à collaborer toujours plus étroitement.



Myron Lahola, à l'époque directeur régional du programme DGEU à Kiev, résume ainsi la marque du CRDI : « Ce dont je suis certain, c'est que la présence du CRDI aura permis de montrer que les Canadiens sont des gens avec lesquels il est facile de travailler, qui sont non seulement sympathiques, mais diplomates... qui recherchent

toujours le consensus. J'ai entendu ces propos non seulement de la part des Ukrainiens, mais également des bailleurs de fonds. Et la confiance et l'amitié entre les pays comptent certainement parmi les aspects les plus importants à cultiver à l'échelle mondiale. »

Les Canadiens nous envahissent ! Les Canadiens nous envahissent !

Il nous a été donné de constater les risques associés à une communication déficiente au tout début du programme DGEU, alors que pendant un court moment les Canadiens ont été perçus comme des envahisseurs sans scrupules. Cela s'est produit au cours d'un projet de stabilisation des berges. Le projet se déroulait dans la plus pure tradition soviétique, sans aucune participation du public. Le gestionnaire du projet est tout simplement arrivé avec sa machinerie lourde et son équipe s'est mise à s'affairer sur cinq kilomètres de berges. Il ne s'est même pas donné la peine d'informer les autorités locales.

Une rumeur a commencé à circuler : « Les Canadiens achètent nos terres... ils vont bientôt y construire des immeubles et nous n'aurons plus accès au fleuve. » Les résidents du secteur sont arrivés avec des fourches pour défendre leurs terres, le Ministère a reçu plusieurs plaintes officielles et la confusion qui s'en est suivie a retardé de près d'un an la mise en œuvre du projet. Ce fut là une bonne leçon sur l'importance d'informer le public.

Maciek Bernatt-Reszczyński

Le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) est une société d'État canadienne créée pour aider les pays en développement à trouver des solutions viables aux problèmes sociaux, économiques et environnementaux auxquels ils font face. L'appui du CRDI sert en particulier à consolider la capacité de recherche indigène. Partant du constat que l'influence exercée sur le processus des politiques est un volet important de l'action du CRDI, la Section de l'évaluation a dressé le bilan stratégique de plus de 60 projets répartis dans une vingtaine de pays afin d'examiner dans quelle mesure et selon quelles modalités les travaux financés influent sur les politiques publiques et la prise de décision. Pour plus d'information, consultez www.crdi.ca/evaluation_politique